

Le système statistique québécois

Camille Courchesne

Directeur des statistiques économiques et sociales

INTRODUCTION

Le texte qui suit aborde trois sujets relatifs au système statistique du Québec. Le premier concerne la nature de l'information statistique officielle au Québec (pourquoi on peut la considérer comme officielle et les différents domaines entre lesquels elle se répartit); le deuxième examine l'organisation de sa production (qui sont les producteurs de l'information statistique officielle sur le Québec) et sa diffusion, ainsi qu'une comparaison avec les modèles présents dans d'autres pays et territoires; enfin, le dernier sujet aborde certaines lacunes de l'information statistique officielle sur le Québec, considérées comme telles au regard des éléments que plusieurs pays ont commencé à produire et qu'ils appellent « indicateurs clés du développement durable ».

LA STATISTIQUE OFFICIELLE ET SES GRANDS DOMAINES

Qu'est-ce que la statistique officielle? Est-ce le produit intérieur brut du Québec ou le nombre de professeurs par commission scolaire dans la région du Bas-Saint-Laurent?

En réalité, il n'existe pas de définition exacte de la statistique officielle. La pratique consiste à considérer comme statistique officielle l'information statistique produite par les organismes responsables de la statistique officielle, soit les agences statistiques, les ministères ou les organismes gouvernementaux, lorsque ceux-ci les construisent à des fins autres que simplement administratives. Dans certains cas, au Canada et au Québec, il s'agit de l'information produite même par des organismes privés, mais abondamment utilisée pour la gestion de la chose publique. On peut citer, par exemple, l'information produite par le Conference Board, en matière de rémunération, ou par la Confédération des caisses populaires Desjardins, qui élabore un indice composite avancé de l'activité économique.

En somme, les statistiques sont officielles parce qu'elles sont reconnues comme telles par les responsables gouvernementaux mandatés en ce sens. Ainsi, il ne s'agit pas de choisir entre des données agrégées de type macro-indicateur ou des données désagrégées de type micro-indicateur. De plus, bien que l'on puisse convenir que les statistiques officielles sont différentes des statistiques administratives, il faut noter qu'il s'agit d'un constat général et que certaines données peuvent être à la fois administratives et officielles. Par exemple, c'est le cas du nombre d'étudiants par université, tandis que le résultat du dernier examen de mathématiques d'un étudiant de n'importe quelle école ne saurait constituer une statistique officielle.

Toutefois, la décision de considérer une statistique comme officielle se fonde sur un certain nombre de qualités que doit posséder la donnée en question au regard du concept que l'on veut mesurer. À cela nous devons ajouter que l'information statistique officielle doit présenter un fort degré de conformité aux normes élaborées par les grands organismes internationaux (ONU, OCDE, Eurostat, Unesco, etc.) et offrir des garanties de qualité qui en font un élément de référence pour l'élaboration, la gestion et l'évaluation de toute politique publique ainsi que pour alimenter le discours démocratique au sein de la société.

Dans cet ordre d'idées, on retient les critères suivants relatifs à la qualité d'une donnée officielle.

1. Les unités sur lesquelles l'information a été recueillie pour permettre de produire la statistique officielle doivent avoir été sélectionnées (par sondage, recensement ou autre) selon des normes et des classifications généralement acceptées, de préférence celles des organismes internationaux.
2. Les statistiques considérées comme officielles doivent être uniques quant à un même concept et comparables d'un territoire à l'autre (entre régions, entre provinces et États, entre pays s'il y a lieu).
3. Les données doivent avoir été recueillies en utilisant des méthodes qui respectent les règles de l'art et elles doivent avoir été validées.

4. De préférence, les données doivent pouvoir être mises à jour de façon régulière en respectant les règles de comparabilité énoncées précédemment, mais aussi permettre la comparabilité d'une période par rapport aux précédentes.
5. Enfin, les statistiques officielles et les renseignements qui permettent d'en évaluer la qualité doivent pouvoir être rendus accessibles au public. Ainsi, dans le cas des données, elles doivent présenter à la fois des garanties de fiabilité et de respect des règles de confidentialité, de sorte que leur communication générale à des tiers soit possible.

Les moyens actuels de stockage et de diffusion de l'information permettent de ne pas être restreint par le volume de données, l'étendue de la couverture des univers ou le niveau de détail lorsqu'il s'agit de déterminer quelles statistiques officielles sont nécessaires.

Un certain nombre d'éléments peut aider à déterminer la nature de l'information à produire.

- Le critère fondamental est le besoin des clients (gestionnaires de programme, analystes de politique, chercheurs, média, entrepreneurs, étudiants, grand public du Québec, d'ailleurs au Canada ou de l'étranger). Cela signifie qu'en matière de moyens de diffusion, il ne faut pas les limiter à la seule utilisation d'un site Web, mais recourir également aux moyens tels que le papier, le cédérom, les dépôts de données accessibles grâce aux outils de recherche intelligents ou tout autre moyen.
- Il ne faut pas négliger non plus l'examen de la pratique actuelle des principaux organismes qui produisent et diffusent de la statistique officielle comme moyen de connaître les besoins généraux, quitte à recourir à des consultations plus poussées auprès de certains clients pour raffiner une première détermination de besoins.
- Enfin, il faut éviter de céder au piège de la comparaison exclusive avec les organismes statistiques nationaux. Les données officielles à produire doivent répondre aux besoins propres au Québec, pour lequel la dimension régionale et métropolitaine est essentielle en raison de la nature des responsabilités constitutionnelles qu'il faut assumer en matière de gestion de programme ou en raison de choix gouvernementaux stratégiques reconduits dans le temps (santé, éducation, développement régional et assistance sociale).

Le tableau détaillé des domaines et sous-domaines de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO), présenté à la page suivante, illustre l'engvergure de la statistique officielle : Économie et finances, Société, Structure économique, Territoire.

Ce tableau des domaines et sous-domaines de la statistique officielle montre que sa couverture des divers aspects de la société est très détaillée, bien qu'elle comporte certaines lacunes. Il est également évolutif tant en ce qui a trait aux découpages territoriaux pour lesquels l'information peut être rendue disponible que par l'ajout de nouvelles dimensions conceptuelles.

Ainsi, les ministères et organismes partenaires de la BDSO ont décidé récemment d'ajouter au thème *Société* un nouveau domaine intitulé *Participation sociale* et, comme sous-domaine, celui de la *Participation aux instances politiques et décisionnelles*.

Le découpage utilisé par la BDSO et le système statistique québécois correspond à la façon dont les grands organismes statistiques du monde (ONU, Eurostat, OCDE, etc.) abordent la présentation de leurs données et planifient la production de celles-ci en vue de répondre aux besoins d'information qu'ils déterminent. Le découpage est logique et simple, puisqu'un indicateur peut très bien être inclus dans plusieurs domaines. Ainsi, le taux de chômage est à la fois un indicateur conjoncturel utile au suivi de la politique économique à court terme, mais il est également un indicateur de première importance de la capacité de la population à se prendre en charge et à ne pas dépendre des paiements de transfert.

LES PRODUCTEURS ET LES DIFFUSEURS DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE SUR LE QUÉBEC

Ce qui caractérise la statistique officielle au Québec, c'est qu'il n'existe pas de producteur unique de celle-ci, mais plutôt une multitude de producteurs : organismes et ministères fédéraux, organismes et ministères provinciaux, entreprises privées. Il en résulte nécessairement des problèmes de coordination et de priorisation des travaux, compte tenu que les ressources sont rares. De plus, cette diversité de sources rend très difficile l'accès aux données pour quelqu'un à qui les structures gouvernementales ne sont pas familières et, surtout, pour celui qui ne peut suivre les changements éventuels dans l'affectation des responsabilités des différents ministères. C'est ce qui justifie que les autorités gouvernementales ont encouragé les ententes de partenariat entre producteurs de la statistique officielle au Québec. Ainsi, aux fins de la BDSO, plus de 20 ministères et organismes producteurs de données ont décidé de coordonner leurs efforts pour s'assurer qu'il n'y a pas de chevauchement, que l'information produite est compatible, et qu'elle est conforme aux normes officielles véhiculées par les organismes internationaux.

Les thèmes, domaines et sous-domaines de la statistique officielle sur le Québec

Économie et finances

- Commerce extérieur
 - Commerce international
 - Données annuelles
 - Commerce international
 - Données mensuelles
 - Commerce mondial
- Conjoncture économique
 - Comparaisons internationales
 - Comparaisons interprovinciales
 - Comptes économiques
 - Comptes économiques – Revenu personnel
 - Investissements
 - Investissements sous contrôle étranger
 - Principaux indicateurs
- Économie du savoir
 - Brevets d'invention
 - Commerce international
 - Innovation
 - Publications scientifiques
 - Recherche et développement
 - Ressources humaines en science et technologie
 - Technologies de l'information et des communications
- Institutions financières et coopératives
 - Institutions financières et coopératives

Société

- Analyse différenciée selon les sexes
 - Conditions de vie
 - Démographie
 - Éducation
- Culture et communications
 - Culture et communications
- Démographie
 - Données générales
 - État matrimonial, mariages et divorces
 - Migrations et population immigrante

Naissances et décès

Perspectives de la population

Éducation

- Effectif scolaire, diplômés et indicateurs de l'éducation
- Emploi et aide financière
- État de scolarisation

Familles, ménages et conditions de vie

- Emploi du temps et loisir
- Familles et ménages
- Logement et équipement
- Programmes sociaux
- Revenus et dépenses

Tendances sociales du travail

Marché du travail et rémunération

- Catégories professionnelles et secteurs d'activité
- Indicateurs du marché du travail
- Rémunération et conditions de travail

Santé

- État de santé et indicateurs
- Personnel, équipement et infrastructures

Structure économique

- Filière bioalimentaire
 - Cultures
 - Élevage
 - Indicateurs de l'industrie bioalimentaire
- Secteur manufacturier
 - Production
- Transport et entreposage
 - Transport de marchandises
 - Transport des personnes

Territoire

- Infrastructures et équipement
- Réseau aéroportuaire
- Réseau ferroviaire
- Réseau maritime
- Réseau routier

Source : Site Web de l'Institut de la statistique du Québec, onglet « Statistiques officielles », consulté le 29 novembre 2004.

Les paragraphes qui suivent font état de cette organisation du travail et fournissent certaines indications afin d'assurer un accès plus facile à l'information produite. Le tableau des producteurs et des diffuseurs par domaine, y compris Statistique Canada, présenté à la fin du texte, constitue à cet égard un outil privilégié qu'il convient d'examiner.

Dans un premier temps, il faut noter le rôle prépondérant de Statistique Canada dans la production de l'information statistique sur le Québec. Cet organisme produit et diffuse en effet les grands indicateurs socioéconomiques relatifs au Québec : population, chômage, indice des prix à la consommation, recensement de la population, comptabilité économique, commerce extérieur, statistiques principales sur les entreprises, revenus et dépenses des ménages, etc.

Statistique Canada produit, selon des critères de qualité rigoureux, des données détaillées relatives à l'ensemble du Canada et des provinces ou territoires dans les champs de compétence du gouvernement fédéral ou sur des thèmes qui correspondent aux principaux énoncés de politique du gouvernement canadien, étendus à l'ensemble des provinces canadiennes en vertu du pouvoir fédéral de dépenser, même s'il s'agit parfois de domaines dont la compétence constitutionnelle n'est pas du domaine fédéral. Les communiqués de presse de Statistique Canada et son bulletin *Le Quotidien*, diffusé chaque jour sur Internet, permettent de prendre connaissance des principaux résultats produits par cet organisme.

Cependant, la plus grande partie de l'information statistique détaillée et des rapports d'analyse produits par Statistique Canada n'est pas consultable gratuitement, bien que certains ensembles de données soient mis gracieusement à la disposition des étudiants et des chercheurs universitaires. Toutefois, plusieurs ministères et organismes québécois, dont l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), rediffusent gratuitement une partie de l'information produite par Statistique Canada en y apportant une valeur ajoutée issue de leurs connaissances des besoins propres à leur clientèle, en y ajoutant des renseignements utiles au suivi de la politique et des programmes gouvernementaux québécois ou en les intégrant à leurs analyses.

Dans un deuxième temps, il faut noter dans ce tableau des producteurs le rôle important de l'ISQ. Ses interventions, complémentaires ou non à celles de Statistique Canada, couvrent également des champs conceptuels élargis en vertu de sa mission générale d'organisme statistique officiel du Québec ou de mandats qui lui sont confiés nommément par sa loi constitutive en matière de bilan démographique et de rémunération comparée entre le secteur public et le secteur privé.

Enfin, on constate au Québec l'existence d'un nombre important de ministères et organismes engagés dans la production de l'information statistique officielle (le tableau ne présente que les principaux producteurs et diffuseurs, même si plusieurs autres organismes sont également engagés dans l'activité statistique). On remarque la diversité des participants qui se traduit par le large éventail des décisions de production, des modes de diffusion et des efforts consentis aux diverses composantes du système. Chacun établit, dans son champ, ce qu'il va produire ainsi que l'importance du budget et des ressources humaines qu'il allouera à cet effort. Il s'agit d'un choix politique qui s'applique à la distribution des organisations gouvernementales et à la définition de leurs responsabilités. Il s'agit également, pour ce qui est des ministères sectoriels, de l'assurance de disposer de l'information dont ils ont besoin et qu'ils doivent transmettre à leur propre clientèle.

Cette approche présente à la fois des avantages et des inconvénients. D'une part, le risque d'une absence d'intégration et de coordination est omniprésent. En outre surgit la difficulté d'assurer la pérennité de l'information et de mettre des ressources en commun pour élaborer des outils comme les enquêtes longitudinales. À cela il faut ajouter le chevauchement de l'expertise et les difficultés d'adopter des pratiques et des normes communes. D'autre part, cette décentralisation permet une plus grande flexibilité et contribue à ce que l'information produite soit davantage liée aux besoins de gestion politique des organismes producteurs. Dans certains cas, la compilation des données peut être faite à moindre coût, compte tenu qu'une grande part de l'information statistique provient de données administratives. Les avantages d'un tel système sont donc la pertinence

de l'information, la proximité de la clientèle, la visibilité des organisations, ainsi que la disponibilité des données pour les utilisateurs internes de l'organisme producteur.

En généralisant, on peut constater que le système statistique canadien, à l'échelle fédérale, est très centralisé et correspond au modèle qui a cours en Australie ou en Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, en France. Pour sa part, le système statistique québécois est très décentralisé et il s'apparente davantage à celui des États-Unis.

En effet, les États-Unis, grâce à leurs multiples agences, disposent d'un système statistique très comparable à celui du Québec, hormis son ampleur puisque l'économie américaine représente environ 50 fois celle du Québec. On y constate une décentralisation importante des producteurs et des diffuseurs sous la coordination budgétaire de l'Office of Management and Budget (OMB). Mais il existe tout de même de grands organismes centraux parmi lesquels on peut citer le Census Bureau, chargé du recensement de la population américaine, notamment des statistiques sociales relatives à la pauvreté, le Bureau of Labor Statistics, qui produit les indicateurs du marché du travail (nombre de personnes employées, taux de chômage, etc.), le Bureau of Economic Analysis, responsable des données de la comptabilité nationale, et le National Center for Health Statistics (NCHS), qui recueille les données relatives à la santé. Notons que toute l'information statistique officielle produite par ces organismes publics aux États-Unis est diffusée gratuitement.

Un autre modèle d'organisation de la production des statistiques officielles est celui des organismes supranationaux : OCDE, ONU et Eurostat. Ils représentent des modèles que nous qualifierons d'ascendants. L'information produite par les différents gouvernements membres de ces organismes est normalisée et intégrée par les organismes centraux qui les retournent ensuite aux membres. L'organisme supranational joue dans ce cas un rôle clé dans l'élaboration des concepts, des méthodologies, des normes de qualité et de la diffusion des meilleures pratiques. C'est le modèle de coordination absolue.

Dans un univers décentralisé comme celui que constitue le système statistique québécois, qui exploite une grande variété de modes de diffusion utilisés par de nombreux producteurs et diffuseurs distincts – site Web, rapports, bulletins, communiqués de presse –, les sites Web de l'ISQ (www.stat.gouv.qc.ca) et de Statistique Canada (www.statcan.ca) sont les deux principaux accès aux statistiques officielles sur le Québec. L'ISQ et Statistique Canada annoncent, un an à l'avance, les dates de diffusion de leurs principales données statistiques sur leur site respectif, et ces diffusions sont généralement accompagnées d'un communiqué de presse.

Sur le site de l'ISQ, en particulier, l'accès à l'information est gratuit et il est facilité par trois outils : le premier est l'annonce quotidienne des nouvelles données mises à jour;

le deuxième outil est un onglet donnant accès à tous les communiqués de presse grâce auxquels les spécialistes présentent et commentent les principales données statistiques qu'ils rendent publiques, en indiquant généralement ce qui explique le résultat obtenu et en soulignant la façon dont ces données doivent être interprétées; enfin, le troisième outil, sous l'onglet « Statistiques officielles », donne accès à la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) qui, grâce à une table des matières indiquant les domaines et sous-domaines de la statistique officielle présentés précédemment, dirige l'internaute vers l'ensemble des statistiques officielles sur le Québec. Cette banque peut également être interrogée à partir de plus en plus de sites Web de ministères et organismes qui l'alimentent de données officielles qu'ils produisent et qui ajoutent à

la section statistique de leur site Web un bouton permettant d'accéder à la BDSO et à son univers d'information sans égard à l'organisme producteur.

Enfin, le portail Internet gouvernemental (www.gouv.qc.ca) constitue une porte d'entrée conviviale pour accéder aux sites Web des ministères et organismes gouvernementaux du Québec, afin d'y trouver l'information que ceux-ci produisent sous forme de tableaux de données, de publications analytiques ou de rapports annuels. Ce portail gouvernemental permet de s'y retrouver dans le dédale administratif si l'on ne connaît pas la structure gouvernementale et les noms des ministères, y compris leurs responsabilités respectives, ce qui est particulièrement le cas quand on ne fait pas partie de la clientèle de ces ministères et organismes.

Les indicateurs principaux et secondaires de progrès retenus par l'Irlande

L'adaptation réussie au changement

- La productivité du travail
- Le produit national brut par habitant/le taux de croissance annuel du PIB

L'utilisation et le développement de la société de l'information

- La dépense intérieure brute en R-D par rapport au PIB
- La proportion des ménages ayant accès à un ordinateur/à Internet

L'inclusion économique

- Le taux d'emploi
- Le taux de chômage
- Le taux de participation à la main-d'œuvre

L'inclusion sociale

- Le pourcentage des ménages vivant en situation de pauvreté structurelle
- Les ménages et les personnes en situation de pauvreté relative selon leur niveau de revenu
- Les taux de rétention à la fin du cycle supérieur des études secondaires
- L'espérance de vie en bonne santé à la naissance et à 60 ans
- Le stock de logements fournis par les autorités locales et le secteur privé

L'éducation permanente

- La participation des adultes aux études de perfectionnement et à l'éducation permanente

Le développement régional équilibré

- Les taux de croissance de l'emploi par région

L'engagement à l'endroit de l'Union européenne et des organisations internationales

- L'aide au développement en pourcentage du PNB

Le maintien et la gestion de l'environnement

- Les émissions de gaz à effet de serre

La qualité des eaux des rivières

La collecte et la disposition des déchets municipaux

Les indicateurs secondaires

L'adaptation réussie au changement

Les investissements des entreprises en R-D

L'utilisation et le développement de la société de l'information

Le nombre de diplômés en TI en pourcentage de tous les diplômés
 Les dépenses du gouvernement en matière de R-D en pourcentage du PIB
 Le nombre de serveurs Internet par tranche de 1 000 habitants

L'inclusion économique

Le nombre de places de garde par 1 000 enfants âgés de 5 ans et moins (préscolaire) et âgés de 6 à 15 ans (après l'école)

L'inclusion sociale

La mesure de l'inégalité des revenus
 Le nombre et la proportion des patients en attente de traitement de plus de 6 mois (enfants de moins de 5 ans) et de plus de 12 mois (adultes) pour certains soins spécialisés cibles

Le développement régional équilibré

Le pourcentage d'investissements directs étrangers par région
 La valeur ajoutée brute par région
 Les dépenses publiques en infrastructure par habitant

Le maintien et la gestion de l'environnement

Le nombre de véhicules automobiles par 1 000 habitants
 La croissance des déchets domestiques et industriels

Source : National Economic and Social Council, *National Progress Indicators for Sustainable Economic, Social and Environmental Development*, Dublin, février 2002.

LES LACUNES ET LES DÉFIS DU SYSTÈME ACTUEL

Le repérage des lacunes et des défis du système statistique québécois suppose que l'on dispose d'une situation cible à laquelle la situation actuelle pourrait être comparée. À cette fin, il est utile d'examiner les travaux qui ont cours dans plusieurs pays de l'OCDE sur les indicateurs clés de progrès d'une société, en l'occurrence au regard d'un thème récent et de plus en plus présent, celui du développement durable.

L'objectif de ces travaux est de mettre à la disposition du public et des décideurs un ensemble restreint, mais pas nécessairement très limité, d'indicateurs statistiques normalisés mis à jour régulièrement, afin de soutenir la gouvernance et de faciliter le débat démocratique au sein de la société.

Le développement durable s'appuie sur trois grands axes : le développement économique, le développement social et le développement environnemental. Des pays comme l'Irlande, l'Australie, le Canada (plus particulièrement le Conseil du Trésor) et les États-Unis ont conçu ou songent à mettre en place des systèmes d'indicateurs clés pour suivre les progrès accomplis en matière de développement durable et comparer les résultats obtenus chez eux avec ceux d'autres territoires ou pays.

Deux exemples sont fréquemment cités par la communauté internationale : l'Irlande et l'Australie. Le premier vise à favoriser l'*evidence-based policy making* pour établir les priorités stratégiques de la politique irlandaise pour les prochaines années, tandis que le second vise à circonscrire les grands domaines du progrès de la société australienne tels qu'ils sont perçus par l'agence statistique centrale.

Le tableau de la page précédente présente les indicateurs retenus par le Conseil national économique et social d'Irlande à la suite d'une large consultation en vue de mesurer les progrès réalisés par la société irlandaise vers le développement durable, sous ses aspects économiques, sociaux et environnementaux.

En vertu des mêmes préoccupations de développement durable, le Bureau de la statistique de l'Australie a établi un large ensemble d'indicateurs statistiques permettant à chacun d'effectuer sa propre évaluation en regard de la question suivante : Est-ce que la vie est meilleure qu'elle était en Australie et pouvons-nous soutenir cette qualité de vie? C'est grâce à cette question que l'agence statistique australienne définit le progrès en fonction de quatre dimensions : les individus (santé, éducation et formation, travail), l'économie (revenu national, difficulté financière, richesse nationale, logement, productivité), l'environnement (paysage naturel, environnement humain, océans et estuaires, préoccupations

Les indicateurs principaux et secondaires de progrès retenus par l'Australie

La santé

- L'espérance de vie à la naissance
- La proportion des survivants à 25, 50 et 75 ans
- Le taux de mortalité infantile
- La mortalité évitable
- L'incidence des cancers de tout type
- L'incidence des maladies du cœur
- Le fardeau de la maladie

L'éducation et la formation

- Le nombre de personnes âgées de 25 à 64 ans qui ont une qualification professionnelle ou de niveau supérieur
- Le taux de participation scolaire chez les personnes âgées de 15 à 19 ans
- Le taux de rétention scolaire au secondaire
- Le taux de participation scolaire et le niveau atteint chez les personnes âgées de 15 à 64 ans
- Le stock de capital humain
- Les résultats atteints selon l'OCDE en alphabétisation, en science, en lecture et en mathématique
- Les rapports entre les résultats des populations autochtones et ceux des populations non autochtones
- La proportion d'étudiantes dans l'ensemble des étudiants

Le travail

- Le taux de chômage

- Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre élargie
- Le taux d'emploi
- Le taux de chômage à long terme
- Le taux de mises à pied
- La proportion de chômeurs dans certains groupes de la population

Le revenu national

- Le revenu disponible net réel par habitant
- Le PIB régional réel par habitant
- Le PIB par habitant
- La population en emploi
- Les termes de l'échange
- Les dépenses réelles de consommation par habitant
- L'épargne nationale nette en proportion du PIB

Les contraintes financières

- Le revenu hebdomadaire moyen disponible réel (ajusté en fonction des facteurs d'équivalence) pour les ménages des deuxième et troisième déciles de la distribution des revenus
- Les personnes qui éprouvent des difficultés de logement

La richesse nationale

- La valeur de l'actif national net réel par habitant
- Les avoirs et dettes nationaux réels par habitant
- Le stock de capital réel net par habitant

Les indicateurs principaux et secondaires de progrès retenus par l'Australie (suite)

Les réserves minérales et énergétiques par habitant
La dette étrangère nette réelle
La formation brute de capital fixe réelle par habitant
La valeur moyenne nette de l'actif des ménages

Le logement

La productivité

La productivité multifactorielle
La productivité du travail
Les dépenses en recherche et développement
La proportion d'administrateurs et de professionnels dans l'emploi total
L'investissement en logiciel en proportion du PIB
La proportion des entreprises ayant un site Web ou une page d'accueil
Les heures travaillées et les heures travaillées ajustées pour la qualité du travail

Le paysage naturel

Les mammifères et les oiseaux menacés
La surface annuelle des terres aménagées
Les actifs menacés par la salinité ou ayant une grande possibilité de l'être
La proportion des endroits où l'usage de l'eau dépasse 70 % de la capacité
L'évolution tendancielle des espèces menacées
La disparition de mammifères
La part du territoire sous forme de réserves de conservation
L'invasion d'animaux menaçant certaines espèces
Les mammifères exotiques établis dans la nature sauvage
La distribution des mauvaises herbes ayant une importance nationale
La surface occupée par les forêts originales
L'utilisation nette de l'eau
Les barrages de plus de 100 gigalitres
Le détournement des cours d'eau dans le bassin du Murray-Darling
L'indice de condition biologique (biota) des rivières
L'indice de qualité des rivières

L'environnement humain

Le nombre de jours où la concentration de particules fines excède le niveau acceptable pour les humains dans certaines villes choisies
Les niveaux horaires moyens les plus élevés de concentration de SO₂ dans certains centres régionaux
Le nombre de jours où la concentration d'ozone dépasse les normes dans certaines villes
Le volume de recyclage dans le territoire de la capitale

Les océans et les estuaires

La condition des estuaires

Les déversements de mazout

Les préoccupations environnementales internationales

Les émissions nettes de gaz à effet de serre
Les émissions nettes de gaz à effet de serre par habitant et par dollar de PIB
Les mesures de dioxyde de carbone
L'utilisation de substances favorisant la réduction de la couche d'ozone

La cohésion familiale, communautaire et sociale

Les enfants et le divorce
Le nombre d'enfants sans aucun parent en emploi
La participation sociale
La non-participation à un certain nombre d'activités choisies
Le travail volontaire
Le taux de suicide et la mortalité résultant de la consommation de drogues

La criminalité

Le nombre de victimes de crimes contre la personne et la propriété
Le taux d'homicide

La gouvernance, la démocratie et la citoyenneté

La proportion de personnes nées à l'étranger et admissibles à la citoyenneté
Le taux de participation au scrutin et la participation à des votes informels
Le nombre de femmes dans le Parlement fédéral
Les taux de bénévolat pour la gestion, la participation à des comités et le travail de coordination

Des dimensions supplémentaires

La culture et les loisirs

L'inflation

L'indice des prix à la consommation
L'indice des prix de la demande intérieure finale
Les dépenses finales totales de consommation
La formation brute de capital fixe total

La compétitivité et l'ouverture

Le taux de change pondéré par les échanges extérieurs
Les coûts unitaires du travail
Le rapport des importations au PIB
Les investissements étrangers par rapport au PIB

Les communications

La possession d'ordinateurs et l'accès à Internet par les ménages

Le transport

Le nombre de véhicules de passager par 1 000 habitants
Les décès causés par les accidents de la route

Source : Australian Bureau of Statistics, *Measures of Australia's Progress, 2004*, Australie, 2004.

Tableau synthèse identifiant les principaux producteurs et diffuseurs des statistiques officielles

	Agriculture, Pêcheries, Alimentation	Éducation	Emploi, Solidarité sociale et Famille	Environnement	Culture et Communications	Justice	Santé et Services sociaux	Sécurité publique	Affaires municipales, Sport et Loisir	Finances	Relations avec les citoyens et Immigration	Relations internationales	Ressources naturelles, Faune, Parcs	Transports
Économie et finances														
Conjoncture économique	○						○			○				○ ○
Commerce extérieur	○													○
Économie du savoir		●	●											
Finances publiques et fiscalité									●	●				
Institutions financières et coopératives									●					
Société														
Analyse différenciée selon le sexe		●	●				●				●			
Culture et communications					●									
Démographie		○	○				●				○			
Droit, justice et criminalité						●		●						
Éducation		●					○							
Familles, ménages et conditions de vie		●	●				○		○					●
Marché du travail et rémunération		●	●				○							○
Santé							●							
Structure économique														
Administration publique		●												
Commerce														
Construction et habitation														
Énergie et mines														●
Filière bioalimentaire	●													
Forêts et exploitation forestière	●													●
Industrie de l'information			○											
Industrie de services														
Secteur manufacturier														○
Transports et entreposage														○
Tourisme														
Territoire														
Espace et environnement	●	●		●			●		●				●	●
Infrastructures et équipement									●					●

Légende : Producteur ● Diffuseur ○

Source : Site Web de l'Institut de la statistique du Québec, onglet « Statistiques officielles », consulté le 30 novembre 2004.

Conseil exécutif	Développement économique et régional, recherche	Revenu	Travail	Commission de la santé et sécurité au travail	Commission des normes du travail	Régie de l'assurance maladie du Québec	Régie des rentes du Québec	Société d'habitation du Québec	Société de l'assurance automobile du Québec	Conseil du statut de la femme	ISQ	Stat Can	
													Économie et finances
	○										●	●	Conjoncture économique
	○										●	●	Commerce extérieur
	○										●	●	Économie du savoir
	●									●	●		Finances publiques et fiscalité
	●										●	●	Institutions financières et coopératives
										●			Société
										○	●	●	Analyse différenciée selon le sexe
○	○										●	●	Culture et communications
	○										○	●	Démographie
											○	●	Droit, justice et criminalité
	○										●	●	Éducation
							●	●	●		●	●	Familles, ménages et conditions de vie
	○		●	●		●					●	●	Marché du travail et rémunération
				●							●	●	Santé
													Structure économique
											●	●	Administration publique
											○	●	Commerce
											○	●	Construction et habitation
											●	●	Énergie et mines
											●	●	Filière bioalimentaire
											●	●	Forêts et exploitation forestière
											●	●	Industrie de l'information
	○										○	●	Industrie de services
											●	●	Secteur manufacturier
											●	●	Transports et entreposage
	●										●	●	Tourisme
													Territoire
											●	●	Espace et environnement
												●	Infrastructures et équipement

environnementales internationales) et la cohésion sociale (famille, communauté, cohésion sociale, criminalité, démocratie, gouvernance, citoyenneté).

À l'examen des travaux de l'Irlande et de l'Australie, un premier constat s'impose. Il n'existe pas au Québec de consensus en ce qui concerne les indicateurs clés qui permettraient d'assurer le suivi des orientations stratégiques pour mobiliser la société québécoise dans son ensemble.

D'une part, même si l'information existe, elle n'est pas accessible dans un cadre conceptuel intégré, qui permettrait sa mise en relation avec d'autres dimensions du développement (notamment en matière de santé, d'éducation ou d'environnement), ou elle résulte souvent de travaux analytiques passés dont la mise à jour n'est pas assurée, ce qui empêche toute analyse tendancielle susceptible de mesurer les progrès réalisés. Ce constat est particulièrement vrai dans les domaines du développement social, de la santé et de l'économie du savoir.

D'autre part, une large information est manquante, même au niveau agrégé. C'est notamment le cas de celle qui se rapporte à l'efficacité et à la compétitivité économiques, particulièrement dans le domaine des services, à la cohésion sociale, au capital humain et au capital environnemental. À cela on peut ajouter l'absence d'une couverture des champs en émergence (innovation, mondialisation et entrepreneuriat), d'une meilleure compréhension des dynamiques territoriales (données régionales) ou des trajectoires individuelles (analyses longitudinales) ou de l'incidence des nouvelles formes d'organisation de la gestion publique (décentralisation et obligation de reddition de comptes).

Enfin, il importe de ne pas limiter la statistique officielle à quelques grands indicateurs clés. Comme le faisait remarquer récemment le Prix Nobel d'économie, Edmond Malinvaud, ancien directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de France, les outils analytiques actuels permettent d'exploiter de grands ensembles de données pour bien comprendre les problèmes économiques et sociaux complexes auxquels les sociétés modernes font face. Chaque indicateur clé ne peut être compris et utile que s'il ouvre sur un questionnement qui débouche sur l'étude de ses multiples dimensions.

CONCLUSION

Au Québec, l'émergence d'ententes de partenariat et de nombreuses activités de concertation témoigne de la prise de conscience de la nécessité de mieux gérer l'information officielle, de la rendre plus accessible, mieux normalisée, de créer des synergies qui permettent d'en améliorer la qualité de la façon la plus économique possible. Un défi demeure cependant toujours présent : dans un contexte de ressources rares, gérer les nouveaux besoins sans sacrifier l'analyse historique qui concerne souvent des domaines moins d'actualité, mais tout aussi fondamentaux.

Il arrive que le statisticien se fasse demander pourquoi il faut faire de la statistique? Une première réponse est que la gestion responsable de la chose publique suppose que l'on soit informé de ce que l'on a pour mandat de gérer. De plus, la réduction des asymétries d'information est essentielle au processus démocratique et au bon fonctionnement des économies de marché. L'information statistique officielle est, en ce sens, un bien public qui permet le suivi des besoins et des changements sociétaux.